

CAHIER PÉDAGOGIQUE



LES JUSTES

Albert Camus/ Mehdi Dehbi

Théâtre de Liège

Place du 20-Août

13/10>19/10/2013

Albert Camus	3
L'Enfance	3
La Jeunesse	4
L'Homme engagé	4
Son Œuvre	6
Les Parutions	8
L'Homme de théâtre	9
Les Justes selon Camus	11
L'Intrigue	11
Résumé de la pièce	12
La Révolution russe de 1905	13
Ensemble des manifestations qui ébranlèrent la Russie en 1905	14
Camus et le terrorisme	16
<i>Les Justes</i> , une pièce historique ?	16
Le Nihilisme	17
<i>Les Justes</i> au présent	17
Le Terrorisme	18
Les différents types de terrorisme	20
LE PROJET	23
Comme de juste, un projet de Mehdi Dehbi	24
Quelques pistes géopolitiques	25
L'État d'Israël	25
La guerre des six jours	26
L'État de Palestine	27
La Bande de Gaza	27
La Cisjordanie	27
Le conflit libanais	28
L'Évolution du conflit	29
Un Territoire occupé et fragmenté	30
Une Économie très dépendante de l'aide internationale	31
Le Projet artistique	34
Rêve et révolution	34
L'Objet	34
Sources bibliographiques	36
Infos pratiques	37

Albert Camus (1913-1960)



"Je pense à Camus : j'ai à peine connu Camus. Je lui ai parlé une fois, deux fois. Pourtant, sa mort laisse en moi un vide énorme. Nous avons tellement besoin de ce juste. Il était, tout naturellement, dans la vérité. Il ne se laissait pas prendre par le courant; il n'était pas une girouette; il pouvait être un point de repère."

Eugène Ionesco,
Notes et Contre-Notes, Gallimard, 1962

L'Enfance

Albert Camus est né en 1913, à Mondovi, en Algérie. Camus ne connaîtra pas son père, ouvrier caviste : Lucien Camus, mobilisé et blessé à la bataille de la Marne en septembre 1914, meurt à l'hôpital militaire de Saint-Brieuc à l'âge de 28 ans. De son père, il ne connaîtra qu'une photographie, et une anecdote significative : son dégoût devant le spectacle d'une exécution capitale. Albert Camus, élevé par sa mère mais surtout par une grand-mère autoritaire, et par un oncle boucher, lecteur de Gide, « apprend la misère » dans le quartier populaire de Belcourt, à Alger où ils ont émigrés : « *La misère m'empêcha de croire que tout est bien sous le soleil et dans l'histoire ; le soleil m'apprit que l'histoire n'est pas tout.* » Sa mère, Catherine Sintès, d'origine espagnole, fait des ménages pour nourrir ses deux fils, Lucien et Albert. Camus éprouve pour elle une affection sans bornes, mais il n'y aura jamais de véritable communication entre l'enfant et cette mère exténuée par le travail, à demi-sourde et presque analphabète. À sa mère qui parlait peu et difficilement, « *qui ne savait même pas lire* », le lie « *toute sa sensibilité* » ; on peut penser qu'une partie de l'œuvre s'est édifiée pour tenter d'équilibrer cette absence et ce silence, ou de leur répondre.

A l'école communale, un instituteur, Louis Germain*, le distingue. Conscient des facultés intellectuelles de l'enfant, il le fait travailler bénévolement après les heures de classe, et convainc sa famille de présenter le jeune écolier au concours des bourses qui allait lui permettre d'aller au lycée. Reçu, Camus entre au lycée Bugeaud d'Alger en 1924.

* En 1957, lors de la remise du prix Nobel de littérature, Camus dédia son discours à cet instituteur qui lui permit de poursuivre ses études

La Jeunesse

En 1930, il passe son baccalauréat. Il subit les premières atteintes de la tuberculose, maladie qui lui fait brutalement prendre conscience de l'injustice faite à l'homme « *la mort est le plus grand scandale de la création* » et qui aiguise son appétit de vivre dans le seul monde qui nous soit donné. Dès sa première manifestation, la maladie lui apprend qu'il est seul, et mortel.

A la khâgne (Classe préparatoire à l'École normale supérieure) d'Alger, il rencontre le professeur et philosophe Jean Grenier qui a une influence déterminante sur sa formation.

C'est en 1932, qu'il voit ses premiers écrits publiés dans la revue *Sud*. Il poursuit ses études de philosophie à la faculté d'Alger et milite contre le fascisme. Il épouse Simone Hié, en 1934, leur mariage durera deux ans.

L'Homme engagé

En 1935, il adhère au Parti communiste algérien (PCA) qui, alors anticolonialiste et tourné vers la défense des opprimés, incarne certaines de ses propres convictions.

En 1936, alors qu'il vient d'achever sa licence de philosophie, il prépare son diplôme d'études supérieures, cependant la maladie lui fermera les portes de l'agrégation et du professorat auquel il se destinait. Cette même année, il fonde et dirige sous l'égide du parti communiste, le « Théâtre du Travail » et écrit avec trois amis, sa première pièce *Révolte dans les Asturies* qui sera interdite (mais éditée à Alger, en 1936). Très vite, apparaissent des divergences de vue entre Camus et le parti communiste algérien, notamment la position du PCA qui infléchit sa ligne et donne la primauté à la stratégie de l'assimilation et à la souveraineté française. Les militants sont alors poursuivis et emprisonnés. Camus, qui s'accommode mal du cynisme et de la stratégie idéologique, proteste alors contre ce retournement et — en connaissance de cause — se fait exclure en 1937. À la rentrée qui suit cette rupture définitive, ne pouvant se résoudre à un théâtre strictement engagé qui ne porte pas la liberté de l'artiste, il crée, avec les amis qui l'ont suivi, le « Théâtre de l'Équipe », avec l'ambition de faire un théâtre populaire.

En 1938, il entre, comme journaliste, au journal *Alger Républicain*, puis comme rédacteur en chef au *Soir-Républicain*. Camus, qui revendique son statut d'intellectuel, mais qui se veut également en prise directe avec le réel, trouve dans le journalisme un autre mode d'action et d'expression qui lui convient. Ses prises de position contre l'oppression coloniale, contre une tutelle qui maintient dans la misère et l'asservissement le peuple musulman, tranchent avec le silence des autres quotidiens. Il publie plus de cent articles : politique locale ou nationale, chroniques judiciaires et littéraires, reportages, dont en juin 1939, l'important « *Misère de la Kabylie* » qui aura un écho retentissant. En 1940, Camus quitte l'Algérie pour la France avec sa seconde femme, Francine Faure qui lui donnera deux enfants, Catherine et Jean. Il est engagé au journal *Paris-Soir* en tant que secrétaire de rédaction. Très rapidement, ce journal passera au service du gouvernement de Vichy. Camus entre dans un réseau de résistance : *Combat* où il sera chargé de missions de renseignements. En 1941, naît le journal clandestin, qui porte le même nom, Camus en sera l'âme, il en assumera la direction de 1944 à 1947. Les articles très remarquables qu'il publie désormais seront rassemblés sous le titre d'*Actuelles* (1950 et 1953). En 1942, Gallimard accepte de publier *L'Étranger* et *le Mythe de Sisyphe*. La critique salue en Meursault, personnage central de *L'Étranger*, un "héros de notre temps". En 1945, la paix revenue, Camus dénonce la sauvagerie de la justice

sommaire d'après-guerre et les massacres de Sétif¹. Le 8 août, il est le seul intellectuel occidental à dénoncer l'usage de la bombe atomique, deux jours après le bombardement d'Hiroshima, dans un éditorial resté célèbre publié par *Combat*. En 1947 : il dénonce les massacres de Madagascar² : « *nous faisons dans ces cas-là ce que nous avons reproché aux Allemands de faire* ». La même année, il quitte la direction de *Combat*. Si Camus cesse ses activités de journaliste, il ne renonce pas, loin s'en faut, au combat et à l'engagement politique. Camus a toujours fait entendre sa voix et pris position dans l'Histoire, inlassablement lutté pour la justice et la défense de la dignité humaine, citons entre autres son appel en faveur des communistes grecs condamnés à mort, en 1949 ; en 1952, sa démission de l'Unesco, qui vient d'admettre l'entrée de l'Espagne franquiste dans l'organisation ; en 1956 sa protestation contre la répression soviétique en Hongrie ; son appel du 22 janvier pour une trêve civile en Algérie, appel qui ne rencontre aucun écho. De part et d'autre, les positions se durcissent, les actes de terrorisme se multiplient, le conflit se généralise. Camus invite les intellectuels à protester à l'O.N.U.

Le 10 décembre 1957, Camus obtient le prix Nobel de littérature « *pour l'ensemble d'une œuvre qui met en lumière, avec un sérieux pénétrant, les problèmes qui se posent de nos jours à la conscience des hommes* ». Après une période de dépression, Camus entreprend de nombreuses démarches pour donner corps à un vieux rêve : fonder sa propre compagnie théâtrale. Le 4 janvier 1960, Camus trouve la mort dans un accident de voiture près de Sens, dans l'automobile de Michel Gallimard, en pleine gloire, alors qu'il travaillait à un autre roman à caractère autobiographique, *Le Premier Homme*. En 1994, sa fille Catherine décide de publier le manuscrit inachevé de Camus, hommage gonflé d'amour à sa propre mère, retrouvé intact dans le coffre de la voiture. Une ébauche, un premier jet, cent quarante-quatre pages d'une écriture fine et serrée avec surcharges.



Chez Gallimard en 1955
Publiée le 2012-09-08 16:41:19 par [Dravot](#)
photo Life Magazine

¹Les **massacres de Sétif, Guelma et Kherrata** sont des répressions sanglantes et meurtrières d'émeutes nationalistes qui sont survenues en mai 1945 dans le département de Constantine, en Algérie française

²L'**insurrection malgache de 1947** eu lieu sur l'île de Madagascar, alors colonie française. Elle est souvent considérée comme l'un des signes avant-coureurs de la décolonisation en Afrique francophone. Le soulèvement fut suivi d'une terrible répression conduite par l'armée française qui fit plusieurs milliers de morts.

Son Œuvre



Publiée le 2012-04-07 11:19:10 par jpp59

<http://www.babelio.com/auteur/Albert-Camus/2615/photos>

1936/1939 - Fondateur et directeur de troupe (Camus a fondé le Théâtre du Travail en 1936, afin de mettre les œuvres dramatiques classiques et contemporaines à la portée du public défavorisé, qui deviendra le Théâtre de l'Equipe en 1937), acteur, metteur en scène, adaptateur, Camus est un homme de théâtre au sens plein ; son goût passionné du théâtre, dans ce qu'il a de plus concret, rejoint celui de la fête collective, où l'être peut dépasser sa solitude et forme une des constantes de sa vie et de son œuvre, attestée par ses créations originales, et ses magistrales adaptations, comme *Le temps du mépris* de Malraux, le *Prométhée* d'Eschyle, *Les bas-fonds* de Gorki, *Le retour de l'enfant prodigue* de Gide, *Les frères Karamazov* de Dostoïevski, mise en scène en 1938, dans l'adaptation de Copeau, etc. Rédaction collective d'une pièce militante, *Révolution dans les Asturies*. Tournées en Algérie.

1937 : L'apprentissage du réel se fait avec difficulté, comme le prouvent ses tout premiers écrits consacrés au " quartier pauvre " – dont certains ont été publiés de manière posthume – mais aussi avec la " joie profonde " d'écrire. Les récits mi-autobiographiques, mi-symboliques de *L'Envers et l'Endroit* disent qu'" amour de vivre " et " désespoir de vivre " sont inséparables, que tout notre " royaume est de ce monde ", affirment la pleine conscience de la solitude de l'homme, le tragique de son face-à-face avec la nature, et la volonté de " tenir les yeux ouverts sur la lumière comme sur la mort ". Camus livre quelques clés essentielles de son univers. *L'Envers et l'Endroit* est une série d'essais littéraires variés où apparaissent déjà les grands thèmes de sa maturité : la mort, le soleil, la Méditerranée, l'isolement, le destin de l'homme, le rapprochement entre désespoir et bonheur, etc. Élaboration de son premier roman, *La Mort heureuse* (1936 - 1939), roman resté inédit jusqu'en 1971, qui en revanche, est un échec, ou une erreur ; en dépit de fragments réussis, dont *L'Étranger* se souviendra, le roman manque de la nécessité interne que connaîtra toute l'œuvre à venir. Son héros, modèle d'égotisme, figure très nietzschéenne, est bien éloigné de toute préoccupation historique.

1939 : Publication de *Noces* (essai) : Plus lyriques, les essais de *Noces* orchestrent ces thèmes qu'ils inscrivent avec bonheur dans les paysages méditerranéens ; ils chantent la " gloire d'aimer sans mesure ", la contemplation exaltée du monde, la vérité du soleil, de la mer, de la mort. La présence d'une subjectivité vivante, d'un " je " qui décrit ou médite, évite toute abstraction, et ouvre la voie aux personnages-narrateurs des romans, et au " je " des textes philosophiques.

1940 : Travaille aux « trois Absurdes » : *L'Etranger* (un roman), *Le Mythe de Sisyphe* (un essai) et *Caligula* (une pièce de théâtre). Le « cycle » est achevé le 21 février 1941.

1942 : Publication de *L'Etranger* (15 juin) et du *Mythe de Sisyphe* (16 octobre) qui salue la naissance d'un grand écrivain.

1943 : Rencontre avec Sartre. Camus devient lecteur chez Gallimard. Publication clandestine des premières *Lettres à un ami allemand*. Première version de *La Peste*.

1944 : *Le Malentendu* (théâtre)

1945 : Première représentation de *Caligula* avec Gérard Philipe.

1946 : Voyage aux Etats-Unis

1947 : Publication de *La Peste*, (roman qui rencontre immédiatement un grand succès auprès du public et qui reçoit le prix des Critiques).

1948 : Première représentation de *L'Etat de Siège*.

Décembre 1949 : première représentation des *Justes* au théâtre Hébertot.

1950 : Publications d'*Actuelles I* et de *Le Minotaure ou la halte d'Oran*.

1951 : Publication de *L'Homme révolté* essai qui suscitera de violentes polémiques et entraînera, en 1952, la rupture de Camus avec la gauche communiste, avec Sartre et sa revue, *Les temps modernes*. Sartre reprochait à Camus son anticommunisme et sa soumission aux valeurs bourgeoises.

1953 : Camus revient au théâtre, passion qui dominera toutes les dernières années de sa vie. Il traduit et adapte *Les Esprits* (comédie de Pierre de Larivey), *La Dévotion à la croix* (de Pedro Calderon) qu'il présente au festival d'Angers (juin). En octobre, projetant de mettre en scène *Les Possédés*, il travaille à l'adaptation du grand roman de Dostoïevski. Publication d'*Actuelles II*.

1954 : **Printemps** : publication de *L'Eté* (essai). **4, 5, 6 octobre** : court voyage aux Pays-Bas, unique séjour de Camus dans ce pays qui sert de cadre à *La Chute*. Camus demeura deux jours à Amsterdam ; à la Haye, il visita le célèbre musée Mauritshuis, où il admira plus particulièrement les Rembrandt. Premier novembre : le FLN (le Front de Libération Nationale) algérien passe à l'attaque (meurtre de civils arabes et français). Début de la guerre d'Algérie qui fut pour Camus " un malheur personnel ".

1955 : Mars : représentation d'*Un cas intéressant* (adaptation d'une pièce de Dino Buzzati) au théâtre La Bruyère. **Avril** : premier voyage de Camus en Grèce, lumineux berceau de la civilisation méditerranéenne, terre de " la pensée de midi " (conclusion de *L'Homme révolté*).

1956 : Mai : publication de *La Chute* : roman insolite qui prend la forme d'un monologue dramatique, est directement inspiré par ce climat d'incompréhension et d'accusation. Mais au-delà de l'ironie et des sarcasmes de Jean-Baptiste Clamence, ce « *prophète vide pour temps médiocres* », cet homme de notre temps au lyrisme cellulaire , qui exerce les étranges fonctions de " juge-pénitent ", et, par l'aveu de sa culpabilité, veut entraîner son interlocuteur muet – ou son lecteur – à sa propre confession, Camus exprime une fois encore sa nostalgie de l'innocence et de la communion entre les êtres, dans un monde où chacun rêve de pouvoir, et où " le dialogue " a été remplacé par "le communiqué ". Cet avocat se dit coupable mais amène aussi les autres à reconnaître qu'ils sont coupables.

Septembre : première représentation triomphale de *Requiem pour une nonne*, adaptation de l'œuvre de Faulkner.

1957 : L'Exil et le Royaume. (nouvelles) *Réflexions sur la peine capitale* (vibrant plaidoyer contre la violence " légale ", contre la peine de mort) en collaboration avec Arthur Koestler. Représentation du *Chevalier d'Olmedo* (adaptation de la pièce de Lope de Vega) au festival d'Angers.

<http://www.evene.fr/celebre/biographie/albert-camus-49.php>

Les parutions

- *Révolte dans les Asturies* (1936), (essai de création collective)
- *L'Envers et l'Endroit* (1937), essai
- *Caligula* (première version en 1938), pièce en 4 actes
- *Noces* (1939), recueil de quatre essais (*Noces à Tipasa, Le vent à Djémila, L'Été à Alger, Le Désert*)
- *Le Mythe de Sisyphe* (1942), essai sur l'absurde
- *L'Étranger* (1942), roman
- *Le Malentendu* (1944), pièce en 3 actes
- *La Peste* (1947 ; Prix de la critique en 1948), récit
- *L'État de siège* (1948) spectacle en 3 parties
- *Les Justes* (1949), pièce en 5 actes
- *Actuelles I, Chroniques 1944-1948* (1950)
- *L'Homme révolté* (1951), essai
- *Actuelles II, Chroniques 1948-1953*
- *L'Été* (1954), recueil de huit essais écrits entre 1939 et 1953 (*Le Minotaure ou la halte d'Oran, Les Amandiers, Prométhée aux Enfers, Petit guide pour des villes sans passé, L'Exil d'Hélène, L'Enigme, Retour à Tipasa, La Mer au plus près*)
- *La Chute* (1956), roman
- *L'Exil et le Royaume* (Gallimard, 1957), nouvelles (*La Femme adultère, Le Renégat, Les Muets, L'Hôte, Jonas, La Pierre qui pousse*)
- *Réflexions sur la peine capitale* (1957), en collaboration avec Arthur Koestler, *Réflexions sur la Guillotine* de Camus
- *Actuelles III, Chroniques algériennes, 1939-1958* (1958)

L'Homme de théâtre



Lors de la remise de son prix Nobel en 1957,
Camus a dit :

"Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse."

« *Je voudrais faire un métier d'acteur* » Camus ne cessera de clamer son amour pour les planches, un des seuls lieux où il fut jamais heureux et qui, avec le sport, lui « apprennent le peu de morale [qu'il savait] ». Acteur, il joua le rôle d'Ivan Karamazov (Fédor Dostoïevski, *Les Frères Karamazov*) et faillit incarner Garcin dans *Huis clos* de Sartre. Dramaturge, il rédigea quatre pièces. Metteur en scène, il adapta notamment Dino Buzzati (*Un cas intéressant* en 1955), William Faulkner (*Requiem pour une nonne* en 1956) et Dostoïevski (*Les Possédés* en 1959). Et lorsqu'il mourut en 1960, il s'apprêtait à recevoir d'André Malraux, ministre de la Culture, la direction d'un théâtre parisien pour lequel il avait déjà établi un programme conséquent, reflet de ses goûts et convictions en la matière.

Une telle fidélité ne s'explique que parce que l'esprit de communauté propre au théâtre est un modèle social pour Camus : la fraternité libre qui unit les hommes et femmes de théâtre s'apparente à celle qui fédère les révoltés russes. Pour bien des raisons, les grandes images de solidarité et de déchirement qui préoccupaient Camus ne pouvaient s'exprimer mieux qu'au théâtre : « meurtriers délicats » avaient besoin de la scène pour devenir *Les Justes*.

Le demi-succès des *Justes* laisse à Camus le regret de n'avoir pas été compris par la critique en ce qui concerne notamment l'amour qui unit ses personnages (*Carnets*). On lui reprocha tour à tour un théâtre d'idées, un langage trop écrit, un dépouillement excessif. Mais l'écrivain ne renonça jamais à ce qu'il jugeait tout à la fois être un « moyen d'expression » privilégié de ses idées et une communauté qui lui était absolument nécessaire.

Le théâtre, une manière généreuse de ne pas être seul

Le théâtre apporta à Camus l'esprit de collectivité : ses débuts sont d'ailleurs parallèles avec son engagement au parti communiste jusqu'à la rupture de 1937 lorsque le Théâtre du Travail devient le Théâtre de l'Equipe. Lieu où l'on est à la fois libre et nécessairement lié aux autres, le théâtre contraint les acteurs, les machinistes, et le metteur en scène à travailler ensemble pour réussir. On comprend que, sans idéaliser à l'excès le milieu des acteurs qui a lui aussi ses haines et ses mesquineries, l'écrivain ait pu y trouver ce que le monde intellectuel des années 1950 ne lui offrait plus : un phalanstère, un lieu de solidarité et, surtout, un sens des questions pratiques qui le rattachait à ce réel qu'il craignait de perdre.

« Parler à tous »

Cette phrase tirée de la préface du *Temps du mépris*, roman de Malraux que Camus adapta en 1936 et dont on a dit que la représentation s'acheva sur le chant de *L'Internationale* entonné par les acteurs et le public, correspond à la volonté d'offrir à tous l'accès libérateur à la beauté. « L'art, explique Camus dans le *Discours de Suède*, n'est pas à mes yeux une réjouissance solitaire », rejoignant ce qu'il affirmait déjà dans le *Manifeste du Théâtre du Travail* créé en 1935 : « Faire prendre conscience de la valeur artistique propre à toute littérature de masse et démontrer que l'art peut parfois sortir de sa tour d'ivoire. » Pour autant séduire le plus grand nombre ne signifie pas le flatter ni le mépriser. Il y a chez Camus une grande exigence esthétique : le théâtre doit être écrit. **Il s'agit d'offrir au public des pièces qui parlent de destin et de valeurs universelles, « le sens de la beauté étant inséparable d'un certain sens de l'humanité ».**

Camus rejoint là son personnage des *Justes* : la beauté est aussi révolutionnaire. « Aucun peuple ne peut vivre sans la beauté », note Camus dans ses *Carnets* à propos des banlieues de Saint-Etienne, établissant ainsi une fraternité secrète entre les travailleurs des industries françaises et le peuple russe que Kaliayev rêve d'initier à la joie et à la poésie.

Le texte en perspective, Sophie Doudet,
Dossier sur *Les Justes* éditions folio plus classiques.

Le théâtre, une manière généreuse de ne pas être seul



Répétitions de *L'Etat de Siège* (1948) : à la gauche de Camus on reconnaît Madeleine Renaud et Maria Casarès, qui jouera également dans *Les justes* et fut une des passions de sa vie. En bas à gauche, Jean-Louis Barrault.

Les Justes selon Camus

*Les Justes est une pièce d'amour, une histoire d'amour entre un auteur et ses personnages,
entre un homme de théâtre et son auditoire.
Elle est une pièce d'acteurs où «le corps est roi».
Mais elle est une pièce où règne le combat entre l'amour de la vie et le désir de mort.*

« En février 1905, à Moscou, un groupe de terroristes appartenant au parti socialiste révolutionnaire organisait un attentat à la bombe contre le grand-duc Serge, oncle du tsar. Cet attentat et les circonstances singulières qui l'ont précédé et suivi font l'objet des *Justes*. Si extraordinaires que puissent paraître, en effet, certaines des situations de cette pièce, elles sont pourtant historiques. Ceci ne veut pas dire que *Les Justes* soit une pièce historique. Mais tous mes personnages ont réellement existé et se sont conduits comme je le dis.

J'ai seulement tâché à rendre vraisemblable ce qui était déjà vrai. J'ai même gardé au héros des *Justes* Kaliayev, le nom qu'il a réellement porté. Je ne l'ai pas fait par paresse d'imagination, mais par respect et admiration pour des hommes et des femmes qui, dans la plus impitoyable des tâches, n'ont pas pu guérir de leur cœur. On a fait des progrès depuis, il est vrai, et la haine qui pesait sur ces âmes exceptionnelles comme une intolérable souffrance est devenue un système confortable. Raison de plus pour évoquer ces grandes ombres, leur juste révolte, leur fraternité difficile, les efforts démesurés qu'elles firent pour se mettre d'accord avec le meurtre — et pour dire ainsi où est notre fidélité. »

Albert Camus

Préface à la pièce — 1949

L'intrigue

À Moscou, en 1905, un groupe de révolutionnaires socialistes projette d'assassiner le grand-duc Serge, qui règne en despote, afin de lutter contre la tyrannie exercée sur eux. Kaliayev, un jeune terroriste, lancera la bombe. Chacun a son rôle, Dora a celui de rester en arrière mais elle a tout de même pris des risques en élaborant les bombes servant à l'attentat. Kaliayev sera emprisonné, la grande-duchesse Élisabeth lui proposera d'être gracié, il refusera et sera pendu. Dora, à la fin, s'apprêtera à faire le prochain attentat et pourra ainsi rejoindre son amant Kaliayev.



Photographie d'Ivan Platonovitch Kaliaïev (1877-1905) prise juste avant l'assassinat du grand-duc Serge Alexandrovitch de Russie le 17 février 1905

Résumé de la pièce

Acte I

Dans un appartement : Annenkov, Stepan, Dora, Voinov et Kaliayev, qui appartiennent à un groupe révolutionnaire, projettent de commettre un attentat sur le grand-duc Serge qui règne en despote. Kaliayev doit jeter la première bombe et Voinov doit jeter la deuxième.

Kaliayev et Stepan se disputent, ils expriment leurs différences de points de vue à propos de leur conception de la révolution.

KALIAYEV – Un vrai révolutionnaire ? Pourquoi me traites-tu ainsi ? Que t'ai-je fait ?

STEPAN – Je n'aime pas ceux qui entrent dans la révolution parce qu'ils s'ennuient.

[...] Oui, je suis brutal. Mais pour moi, la haine n'est pas un jeu. Nous ne sommes pas là pour nous admirer. Nous sommes là pour réussir.

Ce différent entre le "poétique" Kaliayev qui est entré dans le mouvement parce qu'il "aime la vie" et le pragmatique Stepan qui "n'aime pas la vie, mais la justice qui est au-dessus de la vie" semble illustrer celui qui oppose Albert Camus (Kaliayev) et Jean-Paul Sartre (Stepan).

Acte II

Dora et Annenkov regardent l'événement depuis l'appartement. Après quelque temps, Kaliayev revient, il n'a pas pu jeter la bombe car, dans la calèche, se trouvaient le neveu et la nièce du grand-duc (les princes Dimitri et Maria Pavlovna) et Kaliayev ne pouvait les exécuter, l'échec de la mission rend Stepan furieux : *Parce que Yanek n'a pas tué ces deux-là, des milliers d'enfants russes mourront de faim pendant des années encore.*

D'un commun accord, ils décident ensuite de reconduire la mission au surlendemain. Une seconde chance est ainsi accordée à Kaliayev.

Acte III

Deux jours plus tard, Kaliayev réussit l'attentat. Il est arrêté immédiatement et jeté en prison.

Acte IV

Dans sa cellule, Kaliayev discute avec Foka, un autre prisonnier, qui, pour alléger sa peine, a accepté d'exécuter les condamnés (une pendaison lui donnant droit à un an de remise de peine). Ensuite, Skouratov, le directeur du département de police, entre et parle de l'attentat il propose un marché à Kaliayev : il sera gracié, s'il donne ses camarades. Kaliayev refuse. La grande-duchesse Élisabeth entre à son tour elle veut parler à Kaliayev, elle souhaite que Kaliayev s'en remette à Dieu et confesse qu'il a tué un homme. Kaliayev refuse l'idée de Dieu, l'idée d'une grâce, seule la mort pourra justifier son acte. Après le départ de la grande-duchesse, Skouratov lui révèle qu'il publiera la nouvelle de cette entrevue dans les journaux et qu'il y annoncera l'aveu de son repentir afin que ses camarades pensent qu'il a trahi. Kaliayev reste persuadé que ses camarades ne croiront pas en sa trahison.

Acte V

C'est la nuit où doit avoir lieu l'exécution de Kaliayev. Annenkov et Dora attendent fébrilement des nouvelles. Entrent Stepan et Voinov. Quelques-uns d'entre eux soutiennent que Kaliayev pourrait les avoir trahis pour se sauver, mais Dora sait que ce n'est pas possible. Cela est confirmé peu après par l'annonce de la mort de Kaliayev. Dora demande alors de pouvoir jeter la prochaine bombe, cet acte suprême lui permettra de retrouver Kaliayev dans la mort.

La Révolution russe de 1905



Manifestation du 17 octobre 1905
Ilya Repin Musée de l'Ermitage, Saint-Pétersbourg.

La Révolution russe de 1905 désigne l'ensemble des troubles politiques et sociaux qui agitèrent l'Empire russe en 1905. Elle commença le 9/22¹ janvier 1905, lors du Dimanche Rouge ou Dimanche Sanglant, et aboutit dix mois plus tard à l'octroi d'une constitution, le *Manifeste d'octobre*.

L'évolution économique et sociale du pays avait fait monter les oppositions libérales, démocrates, socialistes et révolutionnaires au régime tsariste. La meurtrière fusillade du *Dimanche Rouge* à Saint-Pétersbourg mit le feu aux poudres. Le régime impérial survécut à cette première attaque d'envergure, mais le mécontentement grandit et l'opposition se radicalisa. La grève générale d'octobre 1905 réussit à faire céder le régime. Une constitution libérale fut octroyée ; mais dans les deux ans qui suivirent, la contre-attaque de Nicolas II réduisait à néant les espoirs soulevés par cette révolution.

La mutinerie du cuirassé Potemkine et la fusillade de l'escalier Richelieu à Odessa, immortalisées en 1925 par *Le Cuirassé Potemkine*, film de Sergueï Eisenstein, en sont restées les symboles

http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_russe_de_1905

¹Le 9 janvier selon le calendrier julien en vigueur en Russie à l'époque, le 22 selon le calendrier grégorien

Ensemble des manifestations qui ébranlèrent la Russie en 1905.

1. La crise générale (1903-1904)

Une crise grave éclate en Russie à partir de 1902-1903, au cours de laquelle se développe l'hostilité au régime autocratique de Nicolas II dans toutes les classes sociales : les paysans (émeutes en Ukraine et dans la vallée de Volga [1902] et recours persistant à la violence pour faire pression sur les propriétaires en vue d'une réforme agraire) ; les ouvriers, qui organisent de nombreuses grèves pour appuyer leurs revendications devenues politiques ; les nobles libéraux des zemstvos (assemblées territoriales) ; les membres des professions libérales et les étudiants, parmi lesquels se recrute le détachement de combat S.-R (socialistes-révolutionnaires).

La politique répressive du ministre de l'Intérieur, Viatcheslav Plehve, assassiné en juillet 1904, et les défaites de l'armée russe engagée dans la guerre contre le Japon aggravent encore la situation.

En novembre 1904, le congrès des zemstvos réclame la convocation d'une assemblée nationale, et l'agitation constitutionnelle gagne les ouvriers. Lorsque le 9 janvier 1905, les ouvriers de Saint-Pétersbourg entreprennent une marche pour présenter leurs revendications au tsar, l'armée tire sur les manifestants. Ce massacre du Dimanche rouge provoque l'indignation générale.

2. La bataille pour l'Assemblée (janvier-octobre 1905)

Les grèves se multiplient de janvier à octobre 1905 dans tout l'empire et des mutineries éclatent, dont celle du cuirassé Potemkine. Les libéraux des unions professionnelles s'organisent en mai en une « Union des unions », d'où sortira, en octobre, le parti constitutionnel-démocrate (KD), tandis que l'Union paysanne panrusse, constituée en juin, réclame la propriété collective de la terre.

Le mouvement se radicalise encore durant l'été 1905 lorsque se confirme la défaite de la Russie dans la guerre contre le Japon. Le manifeste du ministre de l'Intérieur Boulyguine, promettant une assemblée consultative (août), déçoit tous les espoirs, et en octobre une grève générale paralyse le pays.

Contraint d'accorder des concessions, Nicolas II rappelle le comte Witte (ex-ministre des Finances) et promulgue le manifeste du 17 octobre 1905, qui garantit les principales libertés et promet la réunion d'une assemblée législative (douma d'État) élue au suffrage universel. Il rétablit l'autonomie de la Finlande et libère les paysans des dernières annuités de paiement pour le rachat des terres.

Le manifeste d'octobre divise les libéraux en octobristes, qu'il satisfait, et en constitutionnels-démocrates, pour lesquels la douma octroyée doit devenir une assemblée constituante.

3. L'insurrection ouvrière (octobre 1905-janvier 1906)

Les révolutionnaires poursuivent le combat. Les marins se révoltent à Kronchtadt (fin octobre) et à Sébastopol (novembre), tandis que les soviets de députés ouvriers, dont le premier s'est constitué à Ivanovo-Voznessensk en mai, deviennent de véritables communes

autonomes. Le soviet de Saint-Pétersbourg est animé par les mencheviks de Trotski, celui de Moscou par les bolcheviks.

Lénine, partisan de l'insurrection armée, arrive à Saint-Pétersbourg en novembre. Mais Witte, qui vient d'épurer l'armée des éléments les moins sûrs, liquide le soviet de Saint-Pétersbourg et écrase l'insurrection de Moscou, de Novorossisk, de Krasnoïarsk et de Tchita (décembre 1905-janvier 1906).

L'ordre étant rétabli, Nicolas II promulgue en mai 1906 les lois fondamentales, faisant ainsi échec à la prétention de la douma de se transformer en une assemblée constituante.

http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/r%C3%A9volution_russe_de_1905/140737



Illustration de l'assassinat du grand-duc Serge parue le 5 mars 1905

Les Justes, c'est certain, viennent nous dire que le terrorisme est indéfendable, mais Camus parle ici en homme de théâtre : pièce engagée certes, mais pas pièce à thèse. Le discours de l'auteur s'incarne dans des personnages, évite la caricature : Kaliayev repousse son attentat parce qu'il a vu le grand-duc accompagné d'enfants, mais il finit quand même par lancer la bombe. Alors, se présente-t-il à nous comme un juste ou bien comme un criminel ? En vérité, nous sommes ici dans la tragédie, renouvelée par Camus : héros tragique, Kaliayev se trouve dans une impasse : restant soumis à l'idée révolutionnaire, il n'a d'autre choix, pour se justifier, que de lancer la bombe. Comme le héros tragique, la mort est sa justification. Mais il échappe aussi à l'amour, celui de Dora ; un amour bien concret avec une femme. Le face à face avec Dora révèle un autre aspect de la tragédie camusienne : les protagonistes se présentent en héros sacrifiés, qui ne connaîtront pas la réalisation de leur amour. Reste, enfin, que Kaliayev échappe aussi au désir de mort pour elle-même, à la haine, qui s'incarne dans le personnage de Stepan...

http://archive.org/details/Albert-Camus_Les-Justes

Dans *Les justes* comme dans *La Peste*, certains êtres, les enfants en particulier, se trouvent otages d'une abstraction qui fait d'eux des victimes innocentes, vouées à la souffrance ou à la mort : « *Je n'ai vu qu'eux*, dit Kaliayev pour se justifier. *S'ils m'avaient regardé, je crois que j'aurais lancé la bombe. Pour éteindre au moins ce regard triste. Mais ils regardaient toujours devant eux.* »

Tête d'otage Jean Fautrier

Dossier *Les Justes* Albert Camus éd *folioplus classiques* p83-84

Les Justes, une pièce historique ?

Pas plus que *Caligula*, *Les Justes* n'est aux yeux de Camus une pièce historique, comme il le souligne dès le début du « prière d'insérer de l'édition de 1949 ». Il a seulement « tâché à rendre, vraisemblable ce qui était déjà vrai » en s'appuyant notamment sur de nombreuses lectures consacrées aux mouvements terroristes russes du début du siècle ; [...] dans l'intrigue des *Justes*, nulle mention de la date à laquelle se déroule l'action (seul l'écoulement des jours comptent pour ces révoltés déchirés entre un passé qu'ils peinent à oublier et un futur qu'ils appellent avec impatience comme une litanie), pas de référence aux nombreux attentats (plus de 200) qui précédèrent celui dirigé contre le grand-duc Serge et une allusion peu explicite à la tentative d'assassinat de Plehve, à laquelle Kaliayev participa et qui coûta la vie à Schweitzer. Camus élimine l'épisode pourtant important du « dimanche rouge », qui accéléra l'organisation de l'attentat contre le grand-duc. Le spectateur devine seulement la Russie aux sonorités des noms des personnages, à quelques rares mentions de lieux, à la neige tenace du printemps et à l'exotisme discret des termes « touloupe » (Pelisse en peau de mouton que mettent les paysans en Russie pour se protéger du froid) et « barine » (baron en russe, titre donné autrefois en Russie par un inférieur à un supérieur). [...] **C'est que bien qu'éloignés dans le temps et dans l'espace, Kaliayev et ses compagnons ne doivent pas être des étrangers pour le public de 1948 à peine sorti des déchirures de la Seconde Guerre mondiale, ni pour celui du XXI^e siècle qui n'ignore pas davantage le terrorisme. Camus se sert de l'Histoire pour atteindre cette part humaine, universelle que précisément elle ignore.**

Le Nihilisme

Le mot « nihilisme » inventé par l'écrivain russe Ivan Tourgueniev (1818-1883) dans son roman *Père et Fils*, pour décrire le personnage de Bazarov qui ne croit en rien et qui est convaincu de l'absurdité et de la stérilité de tout acte. Le nihilisme, explique à la même époque le philosophe allemand Friedrich Nietzsche (1844-1900), c'est la « dévalorisation de toutes les valeurs » due à la disparition du fondement premier de tout ce qui est : Dieu. Or, si l'Occident semble, non sans difficultés, en faire le deuil, la Russie, profondément attachée au Christ, fait découler de l'effondrement de la divinité ce que Camus appelle la « révolte métaphysique ». Celle-ci est décrite à travers le personnage d'Yvan dans le roman de Dostoïevski paru en 1880, *Les Frères Kamarazov*. Pour ce révolté, un monde justifié par Dieu où le mal est possible (notamment le meurtre des enfants) est un monde inacceptable. Ivan refuse un Dieu qui autorise la souffrance des innocents pour l'avènement hypothétique du paradis. Il « rend donc son billet » et en tire une terrible conséquence : si Dieu n'est plus, tout est permis. Avant d'influencer profondément Camus et bien d'autres intellectuels de son époque, la révolte d'Ivan sert de référence à toute une génération de jeunes intellectuels russes qui, à leur tour, s'interroge sur la légitimité du meurtre des enfants au nom d'un monde meilleur à venir (Kaliayev) ou du meurtre du soldat qui garde la prison (Savinkov), mais qui choisiront, de toute manière, l'assassinat pour faire surgir une Russie nouvelle.

Au début, ils seront « délicats », tiraillés par leur conscience qui peine à justifier le meurtre, fut-ce d'un tyran, sans le compenser par le don de leur propre vie ; certains finiront par renoncer à tant de scrupules et se refuseront à dépasser le nihilisme radical. [...] Dans *Les Meurtriers délicats*, Camus note que, pour la seule année 1892, il y eut plus d'un millier d'attentats.

Les Justes au présent

C'est donc ce décor historique qui se dessine en filigrane dans la pièce de Camus sans pour autant la saturer. A la croisée du réel, des témoignages de terroristes et de l'imaginaire, Les personnages des *Justes* s'extirpent de leur histoire pour rejoindre le temps de leur créateur.

Camus, dans ses articles parus dans *L'Express* entre mai 1955 et février 1956, ne cesse de nier la légitimité du terrorisme, qui vise les civils, comme de la répression menée contre les populations arabes par l'armée française.

Telle est sans doute la loi de l'histoire. Quand l'opprimé prend les armes au nom de la justice, il fait un pas sur la terre de l'injustice. Mais il peut avancer plus ou moins et, si telle est la loi de l'histoire, c'est en tout cas la loi de l'esprit que, sans cesser de réclamer justice pour l'opprimé, il ne puisse l'approuver de son injustice, au-delà de certaines limites. Le massacre de civils, outre qu'ils relancent la force d'oppression, dépassent justement ces limites et il est urgent que tous le reconnaissent.

L'Express, 28/10/1955

Le 10 janvier 1956, Camus lance un appel à la trêve pour les civils afin d'éviter que les uns justifient leurs exactions par celle des autres. [...] Si le terrorisme peut s'expliquer par le désespoir et le manque d'avenir, s'il est le fait d'« assiégés », Camus n'aura cessé d'affirmer qu'il est une « erreur sanglante à la fois en lui-même et dans ses conséquences ». Le désespoir et les doutes des justes sont là pour nous le rappeler à la fin de la pièce.

Le texte en perspective, Sophie Doudet,
Dossier sur *Les Justes* éditions folio plus classiques.

Le **terrorisme** est l'emploi de la terreur à des fins politiques.

Si historiquement le terme désigne le régime politique sous la Terreur pendant la Révolution française, son usage se transforme au cours du XIX^e siècle pour désigner la violence politique (attentats, conflits asymétriques, assassinats politiques, etc.). Fréquemment utilisé par les journalistes et les chercheurs, son concept est critiqué par certains chercheurs, en général ou dans des cas spécifiques, le terme étant jugé subjectif et comme servant à retirer toute légitimité et tout aspect politique aux groupes ou aux actes auxquels il est appliqué.

Peu de mots sont aussi chargés, politiquement ou émotionnellement, que « **terrorisme** ». Une étude de l'US Army datant de 1988 a recensé plus de 100 définitions du mot « terrorisme ». Le terme de terrorisme est aujourd'hui très fréquemment employé en droit international et par les institutions internationales, mais il ne donne pas lieu à une définition unique et universelle.

Le terrorisme est un crime dans la plupart des pays et il est parfois défini dans les textes légaux. Des principes communs parmi les définitions légales du terrorisme font émerger un consensus sur la signification du concept et alimentent la coopération entre les personnels de police de différents pays. Ces principes communs situent le terrorisme quelque part entre un acte de guerre en temps de paix et un crime de guerre commis par un organisme non étatique. Parmi ces définitions, plusieurs ne reconnaissent pas la possibilité de l'utilisation légitime de la violence par des civils dans un territoire occupé, et catalogueraient ainsi tous les mouvements de résistance comme groupes terroristes. D'autres font une distinction entre un usage légal ou illégal de la violence. Au bout du compte, la distinction est un jugement politique, qui ne peut être que biaisé par la conviction que « le criminel c'est l'*Autre* ».

Certains éléments semblent faire consensus, le philosophe Jacques Derrida¹ écrit ainsi : « *Si on se réfère aux définitions courantes ou explicitement légales du terrorisme, qu'y trouve-t-on ? La référence à un crime contre la vie humaine en violation des lois (nationales ou internationales) y impliquant à la fois la distinction entre civil et militaire (les victimes du terrorisme sont supposées être civiles) et une finalité politique (influencer ou changer la politique d'un pays en terrorisant sa population civile) ».*

Dans le cadre d'une guerre conventionnelle, il existe en effet un cadre juridique précis, le droit de la guerre. Les actes violant le droit de la guerre sont alors qualifiés de crimes de guerre. Les notions de terrorisme et d'acte terroriste servent donc à qualifier des actes en dehors du cadre bien défini de guerre conventionnelle et du droit de la guerre.

Les multiples définitions varient sur : l'usage de la violence (certaines comprennent des groupes n'utilisant pas la violence mais ayant un discours radical), les techniques utilisées, la nature du sujet, l'usage de la peur, le niveau d'organisation, l'idéologie, etc.

Dans nombre de définitions intervient aussi le critère de la victime du terrorisme (civile, désarmée, innocente, attaque contre un État démocratique qui aurait permis au terroriste de s'exprimer légalement, etc.)

¹**Jacques Derrida**, né Jackie Derrida le 15 juillet 1930 à El Biar (Algérie française), et mort le 8 octobre 2004 à Paris, est un philosophe français qui a créé puis développé la notion de déconstruction. À la suite de Heidegger, Derrida cherche à dépasser la métaphysique traditionnelle et ses résonances dans les autres disciplines.

On distingue le terrorisme des actes de résistances sur des critères techniques ou tactiques : en effet, les résistants s'attaquent à des "cibles" précises, ils détruisent des moyens militaires afin d'enrayer l'effort de guerre ennemi (*par exemple : sabotage des voies ferrées ou destruction de convois, qui permettaient l'acheminement de vivres, de munitions et de carburant aux soldats allemands sur le front de l'est*) ; les résistants ne tuent pas au hasard, et encore moins des civils (*non-combattants*), s'ils sont amenés à tuer, ils ciblent des autorités militaires ou administratives ennemies, toujours dans le but de décapiter le potentiel d'effort de guerre d'un ennemi. Les résistants peuvent également organiser l'assassinat de « collaborateurs », et cela dans le but de contrer les actions de l'ennemi.



Victimes, d'un jet de cocktail molotov par un groupe de colon sur la voiture d'une famille palestinienne



Il s'agit de convaincre les Egyptiens que les opérations de police, sanglantes, sont nécessaires pour éradiquer un mouvement terroriste. Les dirigeants des Frères Musulmans, qui sont pour l'essentiel en prison, ont beau affirmer qu'ils refusent la violence, le fait est que nombre de leurs supporters étaient armés et tiraient vers les forces de l'ordre, ou défenestrait des opposants, comme l'illustrent nombre de vidéos.

Les différents types de terrorisme

Le terrorisme a été répertorié en quatre grands types :

- le terrorisme individuel, provoqué par des rebelles, des anarchistes, ou des nihilistes.
- le terrorisme organisé, prôné par des groupes défendant des idéologies différentes.
- le terrorisme d'État.
- le cyberterrorisme

Terrorisme individuel

Le terrorisme individuel est une pratique qui s'est développée à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Ce terrorisme a été pratiqué par des anarchistes, (Ravachol par exemple) ou par des nihilistes dans divers pays, Russie, France, Espagne, Italie, etc.

Les attentats des nihilistes ou des anarchistes visaient (souvent pour venger la mort d'un de leurs anciens camarades due à la répression) des personnalités de la sphère politique ou proche (le riche, le militaire, le prêtre, le policier, l'homme politique, etc.) ayant participé à réprimer la population ou d'un de leurs camarades. Ces actes étaient commis dans l'espoir d'estomper ou de décourager la répression. Ce terrorisme avait un caractère spontané, et une base sociale.

Terrorisme organisé

Lorsqu'il est pratiqué par un groupe de personnes ne représentant pas un gouvernement, on le nomme simplement terrorisme. Dans les années 1960 et 1970, le terrorisme d'extrême gauche et d'extrême droite étaient les plus importants, ayant des buts politiques différents, menant à une lutte directe ou indirecte avec l'État, dans le but (pour l'extrême gauche) de radicaliser politiquement la société vers des questions sociales, ou (pour l'extrême droite) d'imposer le débat nationaliste et/ou, dans une stratégie de tension, de créer une situation amenant l'État à faire descendre la police ou l'armée dans les rues.

Le type de terrorisme d'extrême gauche est souvent appelé lutte armée par ceux qui le pratiquent. Les membres des groupes terroristes s'appellent eux-mêmes généralement des *résistants* — ou des *combattants*, des *partisans* —, car ils considèrent qu'ils résistent à l'oppression du pouvoir politique en place, où qu'ils mènent des actions de libération, qu'ils comparent à celles menées par les Résistants à l'occupation nazie en Europe durant la Seconde Guerre mondiale.

Les terroristes se réclamant de l'islamisme se considèrent quant à eux comme des combattants de Dieu, menant une *guerre sainte* (traduction littérale qui ne fait référence qu'à la lutte physique incluse dans le terme Jihad, terme possédant d'autres significations). Depuis les années 1990, le terrorisme islamiste a pris une place croissante sur la scène internationale. Ses auteurs le justifient notamment comme une réponse apportée à la situation politique en Israël-Palestine et en Irak à la suite de l'intervention américaine. Cependant, il a touché aussi bien des pays comme l'Algérie, l'Égypte, l'Indonésie, etc., où il n'y a pas de troupes occidentales et où il est difficile de parler de domination impérialiste. Dans ce cas là, son objectif est tout autre : c'est une démonstration de force contre des États où le pouvoir religieux extrémiste tente de renverser les gouvernements.

Terrorisme d'État

On parle de terrorisme d'État dans le cas où des actions terroristes ont été mises en œuvre, commanditées, manipulées ou complaisamment ignorées par un État. Les méthodes employées sont strictement les méthodes du terrorisme (enlèvement, séquestration et assassinat) mais sous couvert de la raison d'État, les agents de l'État impliqués bénéficient de la part de ses autorités de l'assentiment nécessaire à outrepasser le droit et du support logistique et/ou financier nécessaire à leurs actions. Cette absence de cadre légal représente donc une entorse aux fondements de la démocratie, quels que soient les objectifs recherchés.

Un exemple de terrorisme d'État est la « guerre sale » conduite par des services de l'État Espagnol à l'encontre du groupe armé nationaliste basque ETA. Les Groupes Antiterroristes de Libération (GAL) furent impliqués dans l'élimination physique de 37 personnes considérées comme appartenant ou soutenant l'ETA. L'affaire impliqua le gouvernement socialiste de Felipe González dont le ministre de l'intérieur José Barrionuevo et d'autres responsables furent finalement jugés et reconnus coupables. En dépit de cette décision initiale, ces commanditaires d'actions terroristes bénéficièrent d'une relative clémence de l'appareil judiciaire, comparativement aux membres de l'ETA qui arrivent en fin de peine initiale et dont la justice espagnole cherche actuellement à prolonger les condamnations.

L'expression « terrorisme d'État » est parfois utilisée pour décrire des agressions ouvertement commises par un État contre un groupe particulier. La terreur à la source du « terrorisme d'État » peut aussi relever du « crime contre l'humanité ». Le terrorisme d'État est pratiqué par des services secrets à des fins politiques.

Un exemple : les démocraties modernes peuvent être accusées de terrorisme pour des actes comme le dynamitage du bateau de l'organisation Greenpeace en Nouvelle-Zélande par les services secrets français en 1984, ou le financement des Contras au Nicaragua par la CIA dès 1981

Le cyberterrorisme

L'influence de plus en plus grande des réseaux informatiques dans l'activité des populations et des États et leur dégradation par des « cyberattaques » a fait naître l'idée d'un possible « cyberterrorisme ».

En avril 2007, le déplacement d'une statue à Tallinn, capitale de l'Estonie, provoque une émeute d'un millier de jeunes issus de la minorité russophone. L'émeute sera suivie au cours du mois de mai par une attaque par déni de service des principaux sites de l'administration estonienne, de banques et de journaux estoniens vraisemblablement par des pirates au service du gouvernement russe. Moscou dément formellement toute implication du gouvernement et du principal service secret, le FSB.

Le conflit qui oppose l'Inde et le Pakistan se reporte régulièrement sur Internet depuis 2001, et se manifeste par des défacements¹ de sites Internet et par la diffusion de virus informatiques.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Terrorisme>

¹Un **défacement**, *défaçage* ou *défiguration* (*defacing* en anglais) est un anglicisme désignant la modification non sollicitée de la présentation d'un site web, à la suite du piratage de ce site. Il s'agit donc d'une forme de détournement de site Web par un hacker

Un exemple de Terrorisme d'Etat

Le Plan Condor en Amérique Latine

Entre 1976 et 1983, c'est la "sale Guerre", c'est à dire la répression féroce des opposants à la dictature, partie du Chili avec Pinochet et ses sbires, en 1973 et propagée dans plusieurs dictatures militaires latino-américaines alliées des États-Unis, au cours des années 1970 et 1980. Pendant plus de dix ans, six gouvernements ont mené de concert des actions clandestines contre leurs opposants, enlevant et assassinant plus de 30 000 personnes. Avec le soutien ou la complaisance de la CIA et bien-sûr du secrétaire d'état Henry Kissinger, ils ont mis sur pied une organisation terroriste internationale, l'opération Condor, pour liquider les opposants qui s'étaient réfugiés dans d'autres pays latino-américains, en Europe ou aux États-Unis.



<http://gerisenargentine.uniterre.com/62231/>

Le Projet

*En reprenant aujourd'hui le texte Les Justes d'Albert Camus,
Mehdi Dehbi veut avant tout questionner comment, dans un monde aliéné,
l'amour et la vie et l'amour de la vie n'ont, dans certains cas,
d'autre issue que la mort.
A travers les thèmes de la révolte, de la quête de liberté, de la lutte intérieure
et du désespoir, il souhaite rester fidèle à Camus et faire résonner
jusqu'à nos oreilles l'écho universel et intemporel de la pièce.*

Comme de juste, un projet de Mehdi Dehbi

Du point de départ de ce projet, il y a dix ans lorsque je cherchais une scène à présenter au concours du Conservatoire, à l'étape de travail du 4 novembre 2012, les intentions ont beaucoup évolué voire changé et c'est à mon sens le devoir d'une création. Quatre semaines intenses de répétitions nous ont menés à une première étape de travail à voir sur : <https://vimeo.com/57677910>

Les Justes, tragédie moderne de l'impuissance où force et émotion cohabitent avec grandeur et simplicité. Dans la jeunesse et la quête de cette Organisation dont le but est de faire entendre la justice du peuple, et dont le débat sur les moyens pour y arriver est fort de complexité, notamment sur les valeurs de la justice et de l'innocence, j'ai reconnu un désir de ressemblance : le désir de l'homme révolté. Un homme révolté ou un homme qui aime, qui aime ses semblables, qui aime la beauté (parce que *la beauté est aussi révolutionnaire*), qui aime la poésie, qui aime l'idée et qui un jour, poussé au meurtre par l'Histoire, est condamné à contredire cet amour.

L'enfermement, le désespoir sont alors les seuls compagnons possibles. Si l'on ne peut pas se taire, comment faire alors pour être juste et terroriste à la fois? Et moi, qu'aurais-je fait, si je n'avais eu d'autre raison de vivre que l'idée de mourir pour justifier un meurtre qui permettrait de libérer un peuple entier? Si l'idée m'obsède, c'est que je n'ai d'autre choix qu'elle et le déshonneur de l'amour, qui m'amènera irrévocablement à m'annuler moi-même.

Ce combat intérieur et électrique d'idéologies plonge nos cinq protagonistes et tous nos participants (spectateurs) d'abord dans le noir et dans le silence pour ne pas faire croire au théâtre, au jeu, au texte autrement qu'avec vérité et présence. Pour partager ces mots dont l'écho résonne si fort avec notre époque, il faut faire la paix avec l'ambition de dire, de montrer, de faire entendre, de défendre ou d'accuser.

Je me suis rendu en Palestine pour la première fois en 2009 lors d'une mission humanitaire à Gaza. Gaza, ce n'est pas vraiment la Palestine, ce n'est pas vraiment un pays, ce n'est pas vraiment... ou c'est plutôt une prison à ciel ouvert. Puisqu'on ne revient pas le même de Gaza, j'ai décidé d'élaborer une proposition concrète avec le texte qui m'a longtemps accompagné.

Deux ans plus tard, après avoir obtenu le soutien précieux du Théâtre de la Place, je suis retourné en Palestine, de l'autre côté cette fois, en Cisjordanie et je me suis mis à la recherche des Justes. Cela n'a pas été facile. J'ai rencontré de beaux artistes, de belles personnes avec des histoires intenses et intéressantes mais je ne voulais pas que le fait seul d'être palestinien devienne l'unique justification à une collaboration car ce fait serait certainement devenu par la suite un effet, ce que je ne désirais absolument pas. J'ai alors préféré de choisir des acteurs justes. Le temps et la vie (et les révolutions qui ont éclaté un peu partout dans le monde) ont fait que cette équipe est finalement composée de deux acteurs palestiniens, d'une actrice syrienne et d'une actrice jordano-franco-irakienne.

Le spectateur est invité à rêver comme il veut, à entendre ce qu'il veut entendre, à regarder où il veut — le texte est en langue arabe et sous-titré en français — notre effort fait que nous ne lui imposerons rien. Le point commun entre nous tous (les acteurs et moi, les spectateurs et nous) ce n'est rien d'autre que le théâtre et l'humain sans utopie aucune !

C'est là le programme de nos *Justes*.

Mehdi Dehbi

Avertissement

Si Camus situe l'action des *Justes* dans une période trouble et désespérée de la Russie de 1905, Mehdi Dehbi, par le choix de la langue arabe et de ses acteurs — deux palestiniens, une syrienne et une jordano-franco-irakienne — nous conduit vers des repères moyen-orientaux qui nous sont familiers. Familiers, en effet, puisque chaque jour, les actualités nous y ramènent. Cependant, la familiarité des noms et du contexte ne signifient aucunement la connaissance d'une situation qui semble inextricable et qui soulève les passions. Nous ne sommes pas des spécialistes du Moyen-Orient ni de l'histoire contemporaine, nous n'avons évidemment pas la prétention de vouloir expliquer un conflit si complexe. Nous n'avons pas non plus le droit à un parti-pris reflétant des convictions personnelles. Il nous semble cependant que ce dossier serait incomplet si nous n'abordions pas du tout la situation israélo-palestinienne. Aussi, c'est avec beaucoup d'humilité que nous avons essayé de sélectionner quelques articles qui, nous l'espérons, permettront de se remémorer l'historique de ce conflit.

L'Etat d'Israël

Israël est un État situé sur la côte orientale de la mer Méditerranée au Proche-Orient. Son indépendance a été proclamée le 14 mai 1948, après le vote du Plan de partage de la Palestine le 29 novembre 1947 par l'ONU qui mit fin au mandat britannique.

Israël est une république parlementaire. Le Premier Ministre élu par le parlement et nommé par le Président, est le chef de l'exécutif. La Knesset (assemblée), où siègent 120 députés élus au scrutin proportionnel intégral à un tour, représente le pouvoir législatif. La Cour Suprême, composée de 9 juges, sert à la fois de pouvoir judiciaire et de cour d'appel.

Israël a établi sa capitale à Jérusalem, choix qui n'est pas reconnu par une grande partie de la communauté internationale. Tel Aviv est le centre diplomatique, économique et financier du pays.

Israël est le seul État au monde où la population est majoritairement juive (75,4 %). La population non juive comprend principalement des Arabes israéliens (20,6 % dont 91% de musulmans et 9% de chrétiens) et des Israéliens (4% - principalement juifs et chrétiens non-arabes). Les Arabes israéliens comprennent différentes communautés telles que les Druzes les Bédouins, les Samaritains et des communautés chrétiennes non-arabes (Grecs, Arméniens, Syriaques...), etc.

Depuis son indépendance en 1948, l'État d'Israël s'est retrouvé engagé dans plusieurs conflits armés avec les pays arabes voisins : principalement l'Égypte et la Jordanie avec qui elle a finalement signé la paix mais reste en conflit avec la Syrie et le Liban et certaines organisations non étatiques qui ne reconnaissent pas ses frontières ou même son droit à l'existence

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Isra%C3%AB>

La guerre des Six Jours

C'est la guerre que mena, du lundi 5 au samedi 10 juin 1967, Israël face à l'Égypte, à la Jordanie et à la Syrie.

Cette guerre fut déclenchée comme une « attaque préventive » d'Israël contre ses voisins arabes, à la suite du blocus du détroit de Tiran aux navires israéliens par l'Égypte le 23 mai 1967 (les Israéliens avaient préalablement annoncé qu'ils considéreraient cet acte comme un *casus belli*). Le soir de la première journée de guerre, la moitié de l'aviation arabe était détruite ; le soir du sixième jour, les armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes étaient défaites. Les chars de Tsahal bousculèrent leurs adversaires sur tous les fronts. En moins d'une semaine, l'État hébreu tripla sa superficie : l'Égypte perdit la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï, la Syrie fut amputée du plateau du Golan et la Jordanie de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Plus symbolique encore que la défaite arabe fut la prise de la vieille ville de Jérusalem. Israël considère alors cette ville comme sa capitale, sans la reconnaissance de la plus grande partie de la communauté internationale.

Les résultats de cette guerre, épisode du conflit israélo-arabe, influencent encore aujourd'hui la géopolitique de la région. En particulier, certains territoires ont été annexés ou sont toujours occupés par Israël aujourd'hui, par exemple une partie de la Cisjordanie.

Avant la guerre des 6 jours



Israël, la Cisjordanie, Gaza et le plateau du Golan selon les frontières de 1967, reconnues par la communauté internationale.
(Carte : RFI)

Après la guerre des 6 jours



L'État de Palestine

La Palestine est un État observateur non-membre de l'ONU situé dans la région géographique de Palestine, et revendiqué par le peuple palestinien.

Dans le contexte du conflit israélo-palestinien, les frontières, la capitale et la légalité internationale de cet État font l'objet de nombreux débats et controverses. Le conseil palestinien a proclamé Jérusalem-Est comme étant la capitale de la Palestine bien qu'il n'administre pas la ville. Les frontières revendiquées sont celles qui prévalaient le 5 juin 1967 entre Israël, l'Égypte et la Jordanie avant la Guerre des Six Jours mais leur tracé définitif doit faire l'objet de pourparlers entre Israël et la Palestine.

La Palestine est actuellement présidée par Mahmoud Abbas, secrétaire général de l'OLP (l'Organisation de Libération de la Palestine) et président de l'Autorité palestinienne qui siège à Ramallah sans aucune autorité sur la bande de Gaza contrôlée par le Hamas.

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Palestine_\(%C3%89tat\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Palestine_(%C3%89tat))

La Bande de Gaza

La **bande de Gaza** est une bande de terre de 41 km de long sur la côte orientale de la mer Méditerranée. Elle tire son nom de sa principale ville, Gaza. D'une largeur de 6 à 12 km et d'une superficie de 360 km², son territoire est entouré au nord, à l'est et au sud-est par l'État d'Israël, et au sud-ouest par l'Égypte. Ses habitants sont appelés les *Gazaouis*. La bande de Gaza a la particularité d'être l'une des zones les plus densément peuplées au monde, 1,6 million de Palestiniens y vivent ce qui en fait une des régions les plus denses du monde avec 4 500 habitants au km².

L'histoire récente de ce territoire palestinien, habité depuis plus de trente-cinq siècles, a été largement liée, depuis la fin du mandat britannique sur la Palestine (1947), aux conflits entre ses voisins égyptiens et israéliens, qui l'ont occupé successivement. La bande de Gaza a accueilli nombre de réfugiés palestiniens déplacés par le conflit israélo-arabe. Avec la Cisjordanie, elle constitue l'État de Palestine.

Le processus de paix concrétisé par les accords d'Oslo signés en 1993 a placé la bande de Gaza sous l'administration intérimaire de l'Autorité palestinienne. À la suite du déclenchement de la seconde Intifada (2000), le gouvernement israélien a procédé unilatéralement au retrait en 2005 de son armée sur le terrain et au déplacement forcé de la population juive (9 000 colons) qui s'était implantée dans la bande de Gaza. L'autorité du Président Mahmoud Abbas est mise à mal depuis la victoire électorale du mouvement islamiste Hamas de 2006, puis la violente prise de pouvoir de ce même mouvement qui y exerce le pouvoir effectif depuis juin 2007. Depuis, la bande de Gaza avait été isolée par un blocus israélo-égyptien.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Bande_de_Gaza

La Cisjordanie

La **Cisjordanie** est une région du Proche-Orient qui constitue depuis 1967 un enjeu du conflit israélo-palestinien. Elle couvre une surface de 5 860 km² et compte une population totale estimée à 2 622 544 personnes (juillet 2012), dont 311 100 colons israéliens (2010) ; 186 929 (2010) d'entre eux vivent à Jérusalem-Est. Le nombre de Palestiniens habitant Jérusalem-Est est estimé à 208 000, beaucoup de maisons n'ont pas pu être visitées car les autorités israéliennes s'opposent au recensement.

Les frontières de la région suivent le Jourdain, la Mer morte et la Ligne verte (la ligne de cessez-le-feu de la Première Guerre israélo-arabe). La Cisjordanie englobe les villes de Jérusalem-Est, Jéricho, Naplouse, Hébron, Jénine et Tulkarem et des colonies israéliennes telles qu'Ariel, Ma'aleh Adumim, Betar Illit et le Goush Etzion ainsi que de nombreux lieux saints des trois religions abrahamiques.

La région a fait l'objet de nombreuses résolutions de l'ONU dont la 181 et la 242. Israël, qui la désigne comme « Judée-Samarie », y voit un territoire administré et disputé alors que la communauté internationale la considère comme un territoire occupé. L'autorité palestinienne la revendique pour y fonder un État palestinien, déjà reconnu dans ces frontières par plusieurs pays.

Initialement attribuée par le Plan de Partage de la Palestine à un futur État arabe, elle est annexée par la Transjordanie en 1949 à l'issue de la Première Guerre israélo-arabe. À la suite de la Guerre des Six Jours, Israël en prend le contrôle et 300 000 Palestiniens y fuient les combats ou en sont expulsés. Depuis cette époque, Israël y a favorisé l'implantation illégale de colons et en 1982 annexe Jérusalem-Est et fait de « Jérusalem réunifiée » sa capitale contre l'avis de la communauté internationale. En 1988, l'OLP déclare solennellement la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est pour capitale. Entre 1990 et 2001, le statut et le partage de la région ont fait l'objet de négociations infructueuses entre l'Autorité palestinienne et Israël. Depuis 2002, officiellement pour lutter contre la violence politique palestinienne, Israël édifie en Cisjordanie une barrière de séparation au tracé litigieux et ce malgré les condamnations de la communauté internationale.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Cisjordanie>

Le conflit libanais

Le 22 novembre 1974, l'Assemblée générale de l'ONU affirme le droit des Palestiniens à l'autodétermination, à la souveraineté et à l'indépendance nationales. L'OLP est admise aux Nations unies en qualité d'observateur.

La lutte armée se déplace au Liban, où la résistance fait alliance avec les forces « progressistes » locales et est à l'origine de la guerre civile qui dure de 1975 à 1990.

De 1977 à 1982, l'OLP constitue un « quasi-État » au Liban et y multiplie les services sociaux. Mais elle perd progressivement ses alliés locaux. Politiquement, les accords de Camp David de 1978 entre l'Égypte et Israël prévoient une autonomie de « personnes » et non de « territoires » pour les régions occupées en 1967. Cela signifie une simple gestion des affaires courantes et l'absence de souveraineté, en particulier sur les ressources naturelles.

Afin de permettre l'application de ce règlement de la question palestinienne, Israël envahit le Liban en 1982 pour combattre directement l'OLP et la présence palestinienne dans ce pays. De cette politique découlent les massacres de réfugiés palestiniens à Sabra et à Chatila¹ (septembre 1982).

De 1982 à 1991, la résistance palestinienne reste présente au Liban, mais elle se laisse entraîner dans les différentes guerres libanaises. Les pertes humaines palestiniennes, surtout civiles, sont considérables. Depuis 1991, la « seconde République » libanaise limite strictement les activités palestiniennes et la population des camps, le plus souvent interdite de travail, se paupérise dramatiquement.

¹Le **massacre de Sabra et Chatila** — deux camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth-Ouest — a été perpétré du 16 au 18 septembre 1982 par des phalangistes libanais chrétiens, sur ordre de leur chef Elie Hobeika, afin de venger l'assassinat de président libanais, Bachir Gemayel, commis deux jours avant par un chrétien pro-syrien.

Après le départ de Beyrouth en 1982, l'OLP établit son siège politique à Tunis. Y. Arafat se montre disposé à participer à un règlement de paix débouchant sur la constitution d'un État palestinien à Gaza et en Cisjordanie à côté d'Israël. Ce programme va dans le sens inverse des chartes palestiniennes de 1964 et 1968, tout aussi bien dans son contenu territorial que dans son ambition politique. Il ne peut être réalisé que si les États-Unis, maîtres du jeu, acceptent l'OLP comme interlocuteur et obligent les Israéliens à négocier avec celle-ci.

Dans ce but, des tentatives pour constituer une délégation jordano-palestinienne ont lieu. Mais elles échouent, l'OLP refusant d'abandonner la lutte armée, que les États-Unis assimilent au « terrorisme ». Ces tentatives provoquent des dissidences, encouragées et soutenues par la Syrie, qui débouchent sur une véritable guerre civile palestinienne au Liban (1983-1991).

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Cisjordanie/113707>

L'Évolution du conflit

La guerre des Six Jours en 1967 entre Israël et ses pays voisins fait perdre au royaume de Transjordanie, renommé depuis Jordanie, les territoires qu'il contrôlait à l'ouest du Jourdain : la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Israël prend le contrôle de la région et établit des colonies de peuplement juif dans ces territoires qu'il soumet à une administration militaire. Le royaume hachémite¹ continue de contrôler la fonction publique (hôpitaux, écoles, municipalités) et de gérer les lieux saints islamiques.

En décembre 1980, Israël annexe Jérusalem-Est par une loi fondamentale qui fait de Jérusalem « une et indivisible », la capitale de l'État.

Le 9 décembre 1987 éclate la première Intifada, d'abord dans la bande de Gaza, puis elle s'étend à la Cisjordanie. C'est en juillet 1988 que le royaume de Jordanie renonce officiellement aux territoires de Cisjordanie, mettant fin à la représentation électorale des populations au sein du parlement jordanien, et faisant redessiner les cartes du royaume pour le limiter à la rive Est du Jourdain, dans les frontières qu'on lui connaît aujourd'hui. L'Organisation de Libération de la Palestine s'impose progressivement comme représentation des populations arabes palestiniennes.



L'accord de Washington en 1993

¹Les Hachémites ont longtemps été les gardiens de la ville sainte de la Mecque, ils sont aujourd'hui la famille royale régnant en Jordanie, et ont régné sur le Royaume d'Irak jusqu'à la révolution républicaine de 1958.

Le processus de paix israélo-palestinien installe dans les années 1990 une autorité palestinienne sur la bande de Gaza et sur certaines villes de Cisjordanie. Une grande partie du territoire reste sous le contrôle intégral des Israéliens et fait l'objet de négociations difficiles qui n'ont pas encore abouti. Les frontières entre l'État d'Israël et la Cisjordanie ne sont pas encore clairement fixées et résultent toujours des accords d'armistice israélo-arabes de 1949. Les Palestiniens considèrent qu'Israël occupe les territoires de Cisjordanie, alors que du côté israélien, on préfère parler de « contrôle » et de territoires « disputés » plutôt que d'occupation. Au niveau international, il est généralement admis que la Cisjordanie est un territoire occupé, et qu'à ce titre les implantations de populations israéliennes y ont un caractère illégal en raison de la Convention de Genève. Israël a toujours vigoureusement contesté cette vision des choses, argumentant que ce territoire, qui était sous occupation jordanienne avant 1967, avait été perdu par la Jordanie à l'issue du conflit.

La Cisjordanie fait dès lors l'objet d'un vaste processus de colonisation par des populations juives depuis les années 1970. Cette colonisation est illégale selon l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève qui déclare : « La Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle. »

Ce processus a entraîné la fragmentation des territoires. Le territoire est en effet maillé d'axes de circulation longs de 700 km desservant les colonies et interdits aux Palestiniens. L'essentiel des ressources hydrauliques de la Cisjordanie revient à Israël et aux colonies tandis que les Palestiniens n'ont pas en général le droit de forer de nouveaux puits.

À partir de 2001, le durcissement des positions au cours des négociations et surtout **la seconde Intifada** mettent à mal le processus de paix. En Cisjordanie, de nombreuses incursions israéliennes ont lieu en représailles aux attentats-suicides palestiniens. La plus importante de ces incursions (nommée « Opération Rempart ») est déclenchée à la suite d'un attentat palestinien particulièrement meurtrier dans la ville de Netanya le 27 mars 2002, revendiqué par le mouvement islamiste Hamas et faisant 29 morts. « Rempart » a consisté en une réoccupation de la plupart des villes palestiniennes de Cisjordanie, principalement Ramallah (où le complexe présidentiel de Yasser Arafat a été largement détruit, ainsi que le centre de la sécurité préventive palestinienne situé à Beitounya), Naplouse (où des combats particulièrement violents dans la casbah ont occasionné la mort de 78 Palestiniens), et Jénine.

Un territoire occupé et fragmenté

En 2002, le gouvernement israélien (à l'époque un gouvernement de coalition comprenant aussi bien le Likoud que les travaillistes) a décidé la construction d'une **barrière de séparation** dont le but annoncé est de protéger les citoyens israéliens des attentats-suicides. Une controverse a immédiatement explosé, alimentée par le tracé du passage de la clôture. Celui-ci, empiétant parfois largement hors des frontières de 1967, est considéré par les Palestiniens comme une tentative d'appropriation de terres par le biais d'un fait accompli sur le terrain. Cette controverse a culminé lors de l'intervention de la Cour internationale de justice sur le sujet, qui a déclaré le « mur » illégal, à la suite d'une résolution de l'Assemblée générale pour la consulter. Israël n'a pas ratifié le traité et ne reconnaît pas l'autorité de cette cour sur ce sujet litigieux pour lequel elle aurait été consultée *sans l'accord des différentes parties impliquées*. Malgré les manifestations quotidiennes en Cisjordanie, la « barrière de sécurité » d'Israël progresse. Une fois achevée, elle devrait mesurer 730 kilomètres.

L'existence et le tracé de cette construction, incluant plusieurs grands blocs de colonies israéliennes en Cisjordanie, sont contestés sur des aspects politiques, humanitaires et légaux. **L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 21 octobre 2003, une résolution condamnant la construction d'un « mur » empiétant sur le « territoire palestinien occupé » par 144 voix pour et 4 contre.**

Cette barrière aggrave significativement les problèmes économiques des populations palestiniennes et, dans un certain nombre de cas, crée des obstacles à l'accès aux soins et à l'éducation. **Elle a cependant eu un impact significatif sur le nombre d'attentats-suicides perpétrés sur le territoire israélien.** Fin novembre 2004, la Cour suprême de l'État d'Israël a ordonné des changements notables du tracé de la clôture, la rapprochant des frontières de 1967. Cependant, des « blocs » de colonies israéliennes situées dans les territoires palestiniens sont englobés dans le tracé modifié. Les espaces sont mités par la présence (de plus en plus importante) des colonies israéliennes. Le nombre de colons en Cisjordanie est passé de 112 000 en 1992 à plus de 300 000 en 2012 – soit, 4,1 % de la population israélienne totale et plus de 16 % de la population totale de la Cisjordanie.

De plus, à Jérusalem-Est, le mur coupe plusieurs banlieues du centre névralgique de la ville – empêchant celle-ci de jouer son rôle de carrefour politique, économique, social, religieux et culturel pour les Palestiniens. Cette situation de fait explique la condamnation de cette construction par la Cour Internationale de Justice (CIJ) en juillet 2004.

En juin 2005, dans le processus lié à la décision israélienne de se désengager d'une partie de la Cisjordanie et de l'intégralité de la bande de Gaza, la Cour Suprême de l'État d'Israël a déclaré que ces territoires étaient occupés par fait de guerre et ne faisaient pas partie du territoire national.

L'impression d'émiettement territorial de la Cisjordanie est renforcée par la présence de très nombreux barrages militaires ou *checkpoints* aux portes d'entrée et de sortie des villes autonomes palestiniennes. Ces barrages, emblématiques de l'asymétrie des rapports de force entre les deux parties, sont construits en dur à partir de la décennie 2000 ; ils sont l'occasion de contrôles d'identité arbitraires, souvent longs et humiliants. L'augmentation du nombre et de l'étendue des colonies israéliennes en Cisjordanie, couplée à la présence de très nombreux *checkpoints* (près de 700, dont 76 permanents, en juin 2009), s'accompagne d'un processus de confinement et de séparation des espaces de vie palestinien et israélien.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Cisjordanie>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Cisjordanie/113707>

Une économie très dépendante de l'aide internationale

Parallèlement, sur le plan économique, la signature de la paix ne met pas fin au système de relations très inégal observable durant l'occupation israélienne des Territoires, même si le Protocole de Paris signé en 1994, qui encadre les échanges commerciaux entre les deux parties, prévoit l'instauration d'une zone de libre-échange. En effet, le système de quotas à l'importation et à l'exportation demeure – qui oblige les entrepreneurs palestiniens à des procédures administratives souvent longues et coûteuses. La libre-circulation des travailleurs est, elle, sérieusement entravée par l'institutionnalisation d'un permis de travail. Ce système de permis permet à l'État d'Israël d'écartier de son marché économique tous les militants politiques palestiniens et, au-delà, ceux identifiés comme « indésirables ».

Ainsi, sur la longue durée, le nombre de travailleurs palestiniens en Israël employés principalement dans les secteurs manufacturiers et agricoles à des postes peu qualifiés diminue, et surtout, fluctue fortement d'une année sur l'autre en fonction des contingences politiques. Alors qu'il avoisine les 100 000 avant le processus de paix, il tombe à 25 000 en 1996 (en raison d'un bouclage sévère des Territoires), pour remonter à 140 000 en 1999, puis redescendre drastiquement à 16 000 en 2002 (au début de la seconde Intifada) et réatteindre 65 000 en 2007 pour la seule Cisjordanie (à Gaza, les flux sont proches de zéro depuis la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006).

En Cisjordanie même, le secteur d'activité principal de la population depuis la signature des accords de paix est le secteur public (23 % des actifs). Viennent ensuite le commerce et les activités liées au tourisme (18 %), à l'industrie (16 %) et à l'agriculture (14 %). L'aide internationale – massive – qui doit participer à la croissance économique et à l'emploi, permet surtout de maintenir le maximum de population « à flot ».

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Cisjordanie/113707>



L'Intifada



Soldat israélien et enfant palestinien devant le Mur

Un territoire occupé et fragmenté



Rêve et révolution

«Le terrorisme n'a pas mûri tout seul. Il s'explique par l'absence d'espoir. Il naît toujours et partout, en effet, de la solitude, de l'idée, qu'il n'y a plus de recours, que les murs et les fenêtres sont trop épais, qu'il faut les faire sauter.»

A. Camus

Le point de départ d'une révolution, quelle qu'elle soit, est toujours l'étouffement d'un peuple et la soumission de sa liberté par un pouvoir en place. Cibler l'ennemi, lui donner un nom, une raison ou une identité n'est ni l'intérêt ni le propos de cette recherche. La jeunesse prisonnière est mon principal intérêt. Elle aurait pu donc être américaine, russe, malienne ou afghane. Le fait qu'elle soit arabe par le texte et par ses interprètes n'est pas un frein à l'universalité, au contraire. Surfer sur l'actualité permet de mieux mettre en exergue l'idée de l'éternel recommencement, le mythe de Sisyphe.

Camus cite Shakespeare au début de la pièce: *«O love! O life! Not life but love in death»*. A mon sens, c'est la phrase clé de l'œuvre de Camus. Ce que Camus raconte, et ce à quoi je veux être fidèle, est, comment dans un monde aliéné, l'amour et la vie, et l'amour de la vie, n'ont dans certains cas d'autre issue que la mort. La course des cœurs affolés et motivés par les quêtes de la liberté dans les premiers actes, conduisent au dernier où la force prend source dans le désespoir. Ce désespoir transforme irréversiblement les cœurs. La jeunesse en est prisonnière. C'est là le sujet des *Justes*.

La cause poétique m'intéresse bien plus que la cause politique. Le poète révolutionnaire aura toujours raison du monde puisque sa lutte est morale et pacifique.

« Quelle que soit la cause que l'on défend, elle restera toujours déshonorée par le massacre aveugle d'une foule innocente où le tueur sait d'avance qu'il atteindra la femme et l'enfant »

Albert Camus est un exemple éclatant de la poésie révolutionnaire. Porter révolte et révolution sur les épaules menues d'une jeunesse fragile est le destin des Boria, Yanek, Dora, Stepan, Alexis de 1905 et celui de centaines de milliers de jeunes gens aujourd'hui et demain

L'Objet

Je préfère le mot performance ou échange à celui de spectacle, je préfère la notion de mise en espace à celle de mise en scène, je préfère le terme d'hôte plutôt que celui de metteur en scène. Je me définis comme pluriel, sans autre identité que celle d'être artiste ou chercheur et je souhaite que mon travail soit un objet de la recherche.

L'idée principale est de rassembler. Pour ce faire, scénographiquement et spatialement, je désire ne pas avoir de frontière entre l'espace du spectateur et celui dit de jeu. Dans l'idéal, j'aimerais que l'observateur et l'observé ne fassent qu'un afin de permettre au jugement de s'arrêter pour pouvoir, le temps d'une présentation, d'un échange, combler un peu l'espace grandissant entre l'artiste et son invité, entre une personne et ses préjugés, entre l'idée du théâtre et le théâtre lui-même, entre le vrai et le faux, entre le nord et le sud, entre le maître et le bourreau, entre le passé et le futur incertain.

Ce que je nous propose avec ce dispositif particulier, c'est de nous confondre tous, un huis clos qui empêcherait au théâtre d'être ce qu'il n'est pas. Une certaine épure pour permettre une profonde compréhension (dans le sens du saisir ensemble).

On découvre d'abord un espace dans lequel sont placées ici et là des chaises, éventuellement de textures différentes et si possible de tailles différentes. Les chaises ne sont pas placées suivant une logique de cercle ou d'un dispositif en particulier. Dans cet espace entrent et prennent place observateurs et observés. Ce que nous observerons tous ensemble, c'est qu'il se passe à tout moment quelque chose (l'installation, un bruit de chaise, quelqu'un qui tousse...). Un mouvement d'un des protagonistes dirige alors l'attention vers une action particulière, puis une autre, et une autre. Viennent les mots... Se déroule ainsi notre proposition.

Le but est la simplicité, il n'y a donc ni décor, ni habillage musical, ni recherche spécifique sur le costume. Tout est un bricolage dénudé. La lumière est le seul élément qui aide extérieurement à créer une atmosphère. Si c'est possible, le technicien sera présent dans l'espace.

Il est important que le public ne soit ni dans un gradin ni exclu de l'espace. Nous aurons donc une jauge restreinte afin que la visibilité soit bonne partout. Comme le sentiment d'absurdité appelle la révolte des meurtriers délicats, il appelle aussi les codes et les conventions qui font la belle folie du théâtre. J'aimerais que les deux se rencontrent pour faire naître un semblant de chaos organisé et permettre peut-être une tension positive et toujours réelle, pas une tension jouée, une tension présente qui serait le spectateur perdu sur un plateau au milieu des acteurs et l'acteur perdu au milieu de toutes ces présences. La présence sera l'unique terrain de jeu.

Mehdi Dehbi



Sources bibliographiques

Eugène Ionesco. Notes et Contre-Notes, Gallimard, 1962

Dossier de **Sophie Doudet**, *Le Texte en perspective, Les Justes, Albert Camus*, éditions folio plus classiques.

<http://www.alalettre.com/camus.php>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Albert_Camus#cite_note-Levi-Valensi_1986.2C_pp._147-148-20

<http://www.evene.fr/celebre/biographie/albert-camus-49.php>

http://archive.org/details/Albert-Camus_Les-Justes

http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_russe_de_1905

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Terrorisme>

http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/r%C3%A9volution_russe_de_1905/140737

<http://gerisenargentine.uniterre.com/62231/>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Isra%C3%AB>

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Palestine_\(%C3%89tat\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Palestine_(%C3%89tat))

http://fr.wikipedia.org/wiki/Bande_de_Gaza

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Cisjordanie>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Cisjordanie/113707>

Les Juste d'Albert Camus

Mise en scène : **Mehdi Dehbi**, Collaboration artistique : **Mérim Korichi**

Etude du texte en langue arabe : **Hala Omran**

Assistante au projet : **Razan Alazze**

Lumière : **Claudio Zeriali**

Distribution: **Sumaya Al-Attia, Husam Alazza, Assaad Bouab Firas Farrah, Hala Omran**

Représentations au Théâtre de Liège, salle de la Grande Main

Place du 20-Août, 16 — 4000 Liège

Dimanche 13/10 /// 16:00

Mardi 15/10 /// 20 :00

Mercredi 16/10 ///19 :00

Jeudi 17/10 /// 13 :30 (Matinée scolaire)

Jeudi 17/10 > Samedi 19/10 /// 20:00

Relâche lundi 14/10

Coproduction Théâtre de Liège, Théâtre du Jeu de Paume / Aix-en-Provence

Collaboration Théâtre Ashtar / Ramallah, Iman Aoun et Edward Mualem

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.

Remerciements :

Mme la Ministre de la Culture Fadila Laanan,

Mr l'Ambassadeur de la Palestine à l'Unesco Elias Sanbar,

L'Ambassade de Belgique à Jérusalem, Abdelkrim Bahloul, Hildegard Devuyt, Sophie Akrich, Katia Dimitrova,

Pablo Esbert Lilienfeld, Fuad Al-Qaisi

Réalisation du cahier pédagogique

Conception et réalisation du cahier : **Bernadette Riga**

Mise en ligne : **Nathalie Peeters**

Pour contacter le service pédagogique du Théâtre de la Place

Bernadette Riga

04/ 344 71 79

b.riga@theatredeliege.be

Sophie Piret

04/ 344 71 91

s.piret@theatredeliege.be